

Date de dépôt : 16 juin 2010

Réponse du Conseil d'Etat

à l'interpellation urgente écrite de Mme Dominique ROLLE : En route pour un Etat scélérat et discriminatoire ?

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 27 mai 2010, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une interpellation urgente écrite qui a la teneur suivante :

Dans ma dernière interpellation urgente - IUE 933-A - déposée lors de la dernière plénière, je m'inquiétais déjà des conditions de travail et salariales des personnes employées - exploitées ! - dans le cadre des mesures cantonales au sein des diverses administrations de l'Etat.

Les réponses apportées ne furent guère convaincantes.

Or, ces derniers jours, il m'a été communiqué que, pour faire face au retard accumulé depuis des années tout en respectant la mesure de réduction d'effectifs décidée par le Conseil d'Etat (-5%), l'Office des poursuites a employé en 2009 pas moins de 53 personnes en emploi temporaire pour la plupart à plein temps pour des salaires allant de 1400 F par mois à... ; ce qui dans le privé ferait instantanément bondir tout syndicat digne de ce nom. La poudrière de l'AIG (Aéroport international de Genève) est là pour le rappeler.

Ingénieux !

Nous constatons une fois de plus que le Conseil d'Etat a bel et bien mis en place une politique d'emploi, ou, devrait-on dire : «de sous-emploi» destinée à créer une authentique classe d'Untermensch du travail : d'un côté les employés réguliers dépendant de la loi B05, et, de l'autre, des nouveaux esclaves hors statuts mais corvéables à merci.

A côté de cela, les agences de placements les moins scrupuleuses passent pour des enfants de chœur !

Or, il est nécessaire de rappeler que le citoyen genevois attend de l'Etat une véritable politique sociale, humaine et responsable, afin de résorber le chômage en donnant la priorité à l'embauche pour ses résidents avant toute autre considération, ce, en particulier quand le canton connaît une crise de l'emploi sans précédent.

Outre son rôle social, l'Etat se doit de garantir l'équité envers TOUS ses travailleurs à des salaires décents avec des statuts identiques pour chacun d'entre eux.

L'Etat qui engage des Frontaliers à moindre coût pour réduire la masse salariale des effectifs tout en exploitant en parallèle les chômeurs genevois devient forcément négrier et scélérat !

Ma question est la suivante :

Quand l'Etat de Genève va-t-il enfin établir une véritable politique concrète d'embauche prioritaire urgente au sein de ses administrations et régies pour les résidents genevois, à l'inverse de ce qui se fait aujourd'hui?

REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat n'entend pas instaurer une politique d'embauche basée sur des critères rigides imposant des mécanismes de discrimination tant négative que positive.

En effet, les responsables d'engagement de chacun des départements doivent privilégier le candidat, résident genevois ou non, le plus susceptible d'assurer le service de qualité que les habitants du canton sont en droit d'attendre de l'administration.

La question de la compétence reste prioritaire sur toute autre considération.

Cela étant, au vu des circonstances économiques difficiles, reflétées dans le taux de chômage et le grand nombre de personnes dépendantes de l'aide sociale, le Conseil d'Etat sensibilise régulièrement les responsables de ressources humaines quant à l'opportunité de profiter des compétences des personnes bien formées et éloignées du marché de l'emploi en raison de critères discriminatoires tels que l'âge.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à prendre acte de la présente réponse.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

La chancelière :
Anja WYDEN GUELPA

Le président :
François LONGCHAMP